

## CE QU'IL FAUT RETENIR DE LA LÉGISLATURE 2012-2017

## Des députés en parlent...

**Selon les députés de l'opposition, l'assemblée n'avait pas la légitimité nécessaire pour pouvoir exercer un quelconque contrôle sur le pouvoir exécutif. Ceux de la majorité pensent qu'elle a évolué dans un contexte difficile et qu'elle devait travailler la main dans la main avec le gouvernement pour maintenir la stabilité du pays.**

**Lyas Hallas-Alger (Le Soir)** - Les élections législatives sont prévues le 4 mai prochain. Les partis politiques sont à pied d'œuvre pour préparer la bataille électorale qui se profile. Mais que faut-il retenir de la législature qui s'achève ? Les députés issus des partis de l'opposition pensent que la composante sortante était des plus faible, sinon la plus médiocre depuis que le Parlement algérien existe. Ceux de la majorité, par contre estiment qu'elle a joué correctement son rôle d'appoint à un gouvernement qui décide justement en son nom.

Naâmane Laouar, de l'Alliance de l'Algérie Verte (AAV), n'a pas ainsi hésité à rappeler l'incident qui a marqué le début de cette législature : «L'opposition avait dénoncé la fraude dès l'annonce des résultats des élections de 2012 et nous l'avions fait en tant que députés issus de ce scrutin dans les travées de l'assemblée. C'était donc une assemblée mal élue et qui n'était pas représentative. Les dépassements qui ont eu lieu durant les cinq années de son mandat n'étaient ainsi que les

conséquences». Il a ajouté que «le règlement intérieur a été piétiné dans ses moindres détails, y compris en matière de composition des commissions spécialisées de l'assemblée dont le nombre dépasse de loin le nombre réglementaire».

Et de regretter : «Toutes les initiatives émanant de l'opposition, que ce soient les propositions d'amendement de loi ou de constitution de commission d'enquête, sont bloquées au niveau du bureau de l'Assemblée composé de députés FLN/RND».

L'ancien premier secrétaire du Front des forces socialistes (FFS) Ahmed Betatache, est du même avis : «Cette assemblée n'a pas été à la hauteur des aspirations du peuple pour la simple raison qu'elle ne le représentait pas correctement. Elle a voté toutes les lois antisociales et n'a pu imposer aucun amendement favorisant les intérêts du peuple».

Et de déclarer : «L'Algérie mérite un parlement meilleur !». Ramdane Taâzibt du Parti des travailleurs (PT) est allé plus loin : «C'était l'assemblée qui légiférait pour le compte de



Photo : Samir Sid

la minorité la plus riche et où le lobbying des forces de l'argent se faisait de manière flagrante et indécente». Il a ajouté que «c'est l'assemblée qui avait pris le moins d'initiatives depuis que le Parlement algérien existe. Elle était complètement déconnectée de la réalité et était la grande absente des débats qui préoccupent la société. Elle va ainsi marquer l'histoire comme l'assemblée qui a entériné toutes les mesures d'austérité proposées par le gouvernement».

Du côté de la majorité FLN/RND, les chefs des groupes parlementaires ont essayé plutôt de positiver le bilan. Mohamed Guidji du Rassemblement national démocra-

tique (RND), a adopté une approche arithmétique pour l'évaluer : «Nous avons voté beaucoup de lois et organisé beaucoup de journées parlementaires. Je pense que le bilan est positif». Une approche va montrer ses limites quand Mohamed Guidji essaiera de justifier le manque d'initiative de l'assemblée : «Nous ne sommes pas une machine qui fabrique des lois. Un parlement légifère en fonction des besoins du gouvernement et de la société. Et si l'Assemblée a manqué d'initiative, c'est parce qu'il n'y avait pas une nécessité pour légiférer». Son allié du Front de libération nationale (FLN), Mohamed Djemaï, lui, a nuancé les conclusions de l'opposi-

tion en ces termes : «Cette assemblée a évolué dans un contexte national et international incertain où les dangers guettaient le pays de toutes parts. Et un tel contexte exigeait d'elle de rester solidaire avec le gouvernement qui est issu de la même majorité. Sinon, je ne vois pas pourquoi, en tant que députés du parti majoritaire, nous opposerions nous à un gouvernement qui exécute le programme du président de la République qui est le président de notre parti.

Ce qu'il faut retenir par contre, est que c'est l'Assemblée qui a encaissé le plus de coups, de l'intérieur du Parlement comme de l'extérieur, des tentatives visant à la discréditer et surtout à la déstabiliser». Et à Hayet Meziane Tayati du FFS de conclure : «Nous savions que l'Assemblée n'allait pas avoir la liberté d'action qui lui permet d'exercer un quelconque contrôle sur le gouvernement. Cela n'est pas valable uniquement pour l'opposition mais, aussi pour les députés de la majorité. Et nous avons constaté l'hégémonie de l'exécutif sur le législatif. Certes, toutes les initiatives des députés de l'opposition ont été bloquées, mais notre présence était utile à bien des égards. Cela nous a au moins permis d'être informés sur ce qui s'y passe et le dénoncer».

L. H.

## ELLES AURONT LIEU LE 4 MAI

## Législatives : le compte à rebours a commencé

**Le compte à rebours pour les élections législatives a bel et bien commencé puisque celles-ci auront lieu le 4 mai prochain.**

**Mohamed Kebci - Alger (Le Soir)** - Le président de la République a, en effet, convoqué, jeudi, le corps électoral, mettant ainsi en branle le processus de ces élections portant renouvellement des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN).

Une convocation qui va en droite ligne de l'article 25 de la loi organique portant régime électoral du 25 août 2016 qui indique que «le corps électoral est convoqué par décret présidentiel dans les trois mois qui précède la date des élections».

Ainsi et consécutivement à cette convocation, une révision exceptionnelle des listes électorales est prévue du 8 au 22 février courant, qui vient après celle annuelle effectuée durant tout le mois d'octobre dernier.

Le scrutin législatif du 4 mai prochain se déroulera dans un cadre organisationnel nouveau avec, notamment, une Haute Instance indépendante de surveillance des élections consacrées par la Constitution du 7 février 2016. Une instance qui vient en réponse à la doléance pressante de l'opposition, celle issue de la conférence de Mazafran du 10 juin 2014 qui, cependant, crie à la «spoliation» et à la «perversion» dont a fait l'objet cette revendication puisqu'il est question, pour elle, d'une haute instance de «supervision et non pas de surveillance». D'où ses craintes sans cesse renouvelées quant à l'incapacité de cette instance à garantir la transparence et la probité de ces élections. Des élections qui verront, par ailleurs, presque l'ensemble de la classe politique y prendre part, à l'exception de Jil Jadid qui a décidé, depuis longtemps, de les boycotter et du parti des Avant-gardes des libertés qui a opté pour la non-participation. Seul l'Union des forces démocratiques et sociales (UFDS), créée en 2012 par l'ancien ministre de l'Agriculture, Nouredine Bahbouh, n'a pas encore arrêté sa position, ce qu'il devra faire, aujourd'hui, à l'occasion du premier congrès ordinaire du parti.

Aussi, le prochain scrutin législatif sera un véritable test pour grand nombre de ces partis intermittents qui ne se manifestent qu'à pareille

occasion. Sauf que cette fois-ci ce ne sera pas comme auparavant puisqu'ils vont faire face à l'écueil que constitue l'obligation de la collecte de pas moins de 250 signatures d'électeurs pour chaque siège de député à pourvoir consacrée par l'article 94 de ladite loi portant régime électoral d'août dernier.

Déjà qu'elle empêchera bien de vieux partis à ne pas ratisser l'ensemble des circonscriptions électorales, à l'image du FFS, du RCD et d'autres, cette disposition signera, à coup certain, la mort de ces partis saisonniers. Flairant,

d'ailleurs, cette sombre perspective, une quinzaine d'entre ces partis se sont tout récemment manifestés au bout d'une longue léthargie pour solliciter la suppression pure et simple de l'article 94 de ladite loi qui exige au moins 4% des suffrages lors des précédentes élections pour la validation du dossier de candidature pour les prochaines échéances électorales.

Ces élections législatives seront également marquées du sceau des alliances et des projets d'intégration au sein de la mouvance verte avec, d'une part, le FC que préside Abdelmadjid

Ménasra qui présentera des listes communes avec sa maison-mère, le MSP, et d'autre part, Nahda, FJD et El Binaa qui en feront de même. Des projets d'intégration stratégique dictés beaucoup plus par «l'instinct de survie» que par tout autre argument que leurs promoteurs avancent, du fait de la «récession» qu'enregistre la mouvance en termes de crédibilité et de capacité à constituer une alternative auprès des masses populaires et des contraintes du fameux article 94 de la loi portant régime électoral.

M. K.

## LISTES ÉLECTORALES

## Les fichiers des décès seront actualisés chaque 48 heures

**Ce jeudi, le secrétaire général du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, Hocine Maâzouz, a présidé la rencontre régionale d'Oran qui a regroupé des cadres chargés de la gestion des élections dans les wilayas d'Oran, Mostaganem, Relizane, Chlef, Tiaret, Tissemsilt, Béchar et Adrar. L'occasion d'aborder l'éternelle problématique récurrente à chaque élection en Algérie, celle des morts inscrits sur les listes électorales.**

**Amel Bentolba - Oran (Le Soir)** - Les directeurs centraux du ministère de l'Intérieur ont tour à tour insisté sur le fait qu'à partir du moment où il y a eu la mise en place d'une nouvelle application contenue dans le logiciel informatique pour l'assainissement des listes électorales, la procédure est plus que facilitée pour les administrations afin de recenser les personnes décédées et les radier des listes électorales.

Toutefois, une précision se devait d'être faite, les listes électorales étant clôturées à deux mois des élections, durant justement ces deux mois «il y a bien évidem-

ment des décès, d'où le fait qu'ils figureront dans les listes électorales. Ceci n'est ni prémédité ni un oubli mais un état de fait dû au processus de révision des listes électorales qui est clôturé à deux mois de l'échéance.

Ce qui n'empêche pas l'identification facile des électeurs décédés puisque tout est informatisé», expliqueront les communicants. On insiste donc sur la nécessité de transcrire sur le logiciel le décès dès la remise aux proches du défunt de son permis d'enterrement. Le croisement des fichiers électoraux avec les fichiers des décès, ou encore des naissances,

est simple, tous les moyens sont mis à disposition, précise-t-on.

L'un des intervenants indique qu'il y a à peu près plus de 100 000 décès par an en général, «toutes des personnes âgées de plus de 18 ans, si on divise par 12, donc en ces deux mois de clôture de révision des listes électorales, nous aurons 16 000 décès». Ces derniers figureront sur les listes électorales, mais restent identifiées, il suffit d'un clic dans la nouvelle application, si toutefois l'administration a fait le nécessaire et transcrit l'avis de décès. Donc, la ressource humaine est importante «on doit choisir des personnes qui ont le niveau et la compétence».

Sur ce même sujet, le secrétaire général du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales dira : «Certes, les moyens technologiques sont importants, mais ne sont pas déterminants en dernière instance. L'homme oui, le personnel que nous allons mettre en place est déterminant

quel que soit l'effort sur le plan technologique.»

Les secrétaires généraux des communes sont sollicités afin de mener à terme le travail déjà réalisé et facilité par le ministère de l'Intérieur, leur a-t-on expliqué ce jeudi, et ce, grâce à cette application où ils trouvent tous les détails sur les électeurs. «Nous vous avons transmis toutes les informations concernant le fichier électoral tout y est à 99%, ce qui vous reste à faire, c'est de vous assurer de ces informations, notamment concernant les décès en complétant la procédure et remettre le dossier à la commission afin de supprimer la personne de la liste électorale».

Afin de s'assurer d'un assainissement efficace, l'on apprend que d'ici la clôture de la révision des listes électorales, par le biais de la nouvelle application, toutes les 48h les fichiers des décès seront actualisés et ainsi rafraîchir les listes électorales.

A. B.